



RÈGLEMENT SUR LA  
NUMÉROTATION CIVIQUE DES  
IMMEUBLES  
N<sup>o</sup> 1244-23

EN VIGUEUR 7 FÉVRIER 2023





MUNICIPALITÉ DE CHELSEA  
**Règlement sur la numérotation civique des  
immeubles**  
**No 1244-23**

TABLE DES MATIÈRES

## TABLES DES MATIÈRES

<b>TABLE DES MATIÈRES .....</b>	<b>1</b>
<b>CHAPITRE 1. DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES, ET INTERPRÉTATIVES .....</b>	<b>1</b>
SECTION 1.1: DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES.....	3
Article 1.1.1 : Titre du règlement.....	3
Article 1.1.2 : Abrogation.....	3
Article 1.1.3 : Portée du règlement et territoire assujetti.....	3
Article 1.1.4 : Concurrence avec d'autres règlements ou des lois .....	3
Article 1.1.5 : Adoption partie par partie.....	3
Article 1.1.6 : Domaine d'application.....	3
SECTION 1.2: DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES .....	4
Article 1.2.1 : Règles de préséance des dispositions .....	4
Article 1.2.2 : Renvoi.....	4
Article 1.2.3 : Terminologie.....	4
Article 1.2.4 : Temps du verbe.....	6
Article 1.2.5 : Obligation.....	6
Article 1.2.6 : Genre et nombre d'un mot.....	6
Article 1.2.7 : Personne, quiconque.....	6
<b>CHAPITRE 2. ADMINISTRATION ET APPLICATION DU RÈGLEMENT .....</b>	<b>7</b>
SECTION 2.1: LES FONCTIONNAIRES RESPONSABLES.....	9
Article 2.1.1 : Fonctionnaires responsables .....	9
SECTION 2.2: FONCTIONS ET POUVOIRS DU FONCTIONNAIRE RESPONSABLE.....	10
Article 2.2.1 : Administration du règlement .....	10
Article 2.2.2 : Pouvoirs et devoirs du fonctionnaire responsable.....	10
<b>CHAPITRE 3. NUMÉROTATION DES IMMEUBLES .....</b>	<b>11</b>
SECTION 3.1: RÈGLE D'ATTRIBUTION DES NUMÉROS CIVIQUES .....	13
Article 3.1.1 : Numérotation distincte .....	13
Article 3.1.2 : Composition .....	13
Article 3.1.3 : Exception .....	13
Article 3.1.4 : Règles d'attribution.....	13
Article 3.1.5 : Validité .....	14
Article 3.1.6 : Usage non conforme.....	14
Article 3.1.7 : Retrait d'un numéro civique .....	14
Article 3.1.8 : Modification de la numérotation civique .....	14
SECTION 3.2: NUMÉROS D'IDENTIFICATION.....	15
Article 3.2.1 : Identification des suites.....	15

Article 3.2.2 : Accès des suites par l'intérieur du bâtiment.....	15
Article 3.2.3 : Accès des suites par l'intérieur du bâtiment.....	15
<b>CHAPITRE 4. AFFICHAGE.....</b>	<b>17</b>
SECTION 4.1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	19
Article 4.1.1 : Obligation d'affichage .....	19
Article 4.1.2 : Permanence de l'affichage.....	19
SECTION 4.2 : NUMÉRO CIVIQUE SUR UN BÂTIMENT .....	20
Article 4.2.1 : Conception.....	20
Article 4.2.2 : Dimension et disposition .....	20
Article 4.2.3 : Installation.....	20
Article 4.2.4 : Visibilité .....	20
Article 4.2.5 : Terrains d'angle.....	20
Article 4.2.6 : Lots desservis dont le bâtiment accessoire est situé face à un chemin public ou une ruelle.....	21
Article 4.2.7 : Maison ou bâtiment auquel on ne peut accéder que par un lac.....	21
Article 4.2.8 : Projets intégrés.....	21
Article 4.2.9 : Enseigne collective .....	22
Article 4.2.10 : Éclairage.....	22
SECTION 4.3 : PLAQUE DE NUMÉRO CIVIQUE.....	23
Article 4.3.1 : Conception.....	23
Article 4.3.2 : Dimensions et disposition.....	23
Article 4.3.3 : Installation.....	23
Article 4.3.4 : Visibilité .....	23
Article 4.3.5 : Éclairage.....	23
SECTION 4.4 : NUMÉRO D'IDENTIFICATION .....	24
Article 4.4.1 : Conception .....	24
Article 4.4.2 : Dimension et disposition .....	24
Article 4.4.3 : Installation .....	24
Article 4.4.4 : Visibilité .....	24
Article 4.4.5 : Inscription au plan d'évacuation.....	24
Article 4.4.6 : Éclairage.....	24
<b>CHAPITRE 5. RESPONSABILITÉS ET OBLIGATIONS.....</b>	<b>25</b>
SECTION 5.1 : RESPONSABILITÉS ET OBLIGATIONS DU PROPRIÉTAIRE.....	27
Article 5.1.1 : Attribution et/ou modification .....	27
Article 5.1.2 : Démolition d'un bâtiment .....	27
Article 5.1.3 : Entretien.....	27
Article 5.1.4 : Modification ou suppression d'un numéro civique .....	27
Article 5.1.5 : Plaque de numéro civique .....	27
SECTION 5.2 : RESPONSABILITÉS ET OBLIGATIONS MUNICIPALES .....	28

Article 5.2.1 : Attribution et/ou modification .....	28
Article 5.2.2 : Avis .....	28
Article 5.2.3 : Plaque de numéro civique .....	28
<b>CHAPITRE 6. DISPOSITIONS PÉNALES .....</b>	<b>29</b>
SECTION 6.1 : INFRACTIONS .....	31
Article 6.1.1 : Infractions.....	31
SECTION 6.2 : SANCTIONS.....	32
Article 6.2.1 : Contravention au règlement .....	32
Article 6.2.2 : Infraction distincte .....	32
Article 6.2.3 : Frais.....	32
Article 6.2.4 : Omission de se soumettre à un avis.....	32
SECTION 6.3 : DISPOSITIONS PÉNALES .....	33
Article 6.3.1 : Poursuite pénale.....	33
Article 6.3.2 : Avis au contrevenant .....	33
Article 6.3.3 : Recours de la municipalité .....	33
<b>CHAPITRE 7. DISPOSITIONS FINALES .....</b>	<b>35</b>
SECTION 7.1 : ENTRÉE EN VIGUEUR.....	37
Article 7.1.1 : Entrée en vigueur.....	37



MUNICIPALITÉ DE CHELSEA  
**Règlement sur la numérotation civique des  
immeubles**  
**No 1244-23**

CHAPITRE 1. DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES,  
ET INTERPRÉTATIVES

---

## **SECTION 1.1 : DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES**

---

### **Article 1.1.1 : Titre du règlement**

Le présent règlement est cité sous le nom de « Règlement sur la numérotation civique des immeubles », portant le numéro 1244-23.

### **Article 1.1.2 : Abrogation**

Le présent règlement abroge et remplace le règlement numéro 648-05 « Règlement concernant la numérotation des immeubles de la municipalité de Chelsea ainsi que la tarification applicable », tel que modifié par tous ses amendements.

### **Article 1.1.3 : Portée du règlement et territoire assujetti**

Le présent règlement, dont les dispositions s'imposent à toutes personnes, s'applique à l'ensemble du territoire de la Municipalité de Chelsea.

### **Article 1.1.4 : Concurrence avec d'autres règlements ou des lois**

Le fait de se conformer au présent règlement ne soustrait pas à l'obligation de se conformer à tout autre loi, règlement, code ou directive du gouvernement provincial ou fédéral ainsi qu'à tout autre règlement municipal applicable en l'espèce.

### **Article 1.1.5 : Adoption partie par partie**

Le Conseil municipal de la Municipalité de Chelsea déclare par la présente qu'il adopte le présent règlement chapitre par chapitre, section par section et article par article, alinéa par alinéa, paragraphe par paragraphe de façon à ce que, si une partie du présent règlement venait à être déclarée nulle et sans effet par un tribunal, une telle décision n'ait aucun effet sur les autres parties du présent règlement sauf dans le cas où le sens et la portée du règlement ou de l'une de ses dispositions s'en trouveraient altérés ou modifiés.

### **Article 1.1.6 : Domaine d'application**

Le règlement vise à régir la numérotation civique des immeubles en :

1. S'assurant qu'un numéro civique ou d'identification soit attribué à chaque immeuble, suite ou logement.
2. S'assurant que chaque immeuble, suite ou logement soit clairement identifié.
3. Prévoyant les pénalités et recours en cas d'infraction au règlement.



---

## SECTION 1.2 : DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES

---

### Article 1.2.1 : Règles de préséance des dispositions

Dans le règlement, à moins d'indication contraire, les règles de préséance suivantes s'appliquent :

1. En cas de contradiction entre le texte et le titre, le texte prévaut.
2. En cas de contradiction entre le texte et toutes autres formes d'expression, le texte prévaut.
3. En cas de contradiction entre deux dispositions du règlement ou entre une disposition du règlement et une disposition contenue dans un autre règlement, la disposition spécifique prévaut sur la disposition générale.
4. En cas de contradiction entre des dispositions restrictives ou prohibitives contenues dans le règlement ou en cas d'incompatibilité entre une disposition restrictive ou prohibitive contenue au règlement et une disposition contenue dans tout autre règlement, la disposition la plus restrictive ou prohibitive s'applique.

### Article 1.2.2 : Renvoi

Tout renvoi à un autre règlement municipal contenu dans le présent règlement est ouvert, c'est-à-dire qu'il s'étend à toute modification que pourrait subir cet autre règlement faisant l'objet du renvoi, postérieurement à l'entrée en vigueur du règlement. La version à considérer sera donc la version en vigueur au moment de l'application du règlement.

### Article 1.2.3 : Terminologie

Pour l'interprétation du règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, tout mot ou expression a le sens qui lui est attribué au règlement de zonage en vigueur.

Si un mot ou une expression n'est pas spécifiquement défini au règlement de zonage, il s'entend dans son sens commun défini au dictionnaire.

Malgré les alinéas précédents, les expressions et les mots mentionnés ci-dessous signifient et désignent :

1. IMMEUBLE

Désigne toute terre ou toute partie de terre possédée ou occupée, sur le territoire de la municipalité, par une seule personne ou plusieurs personnes conjointes et comprennent les bâtiments et les améliorations qui s'y trouvent.

2. NUMÉRO CIVIQUE

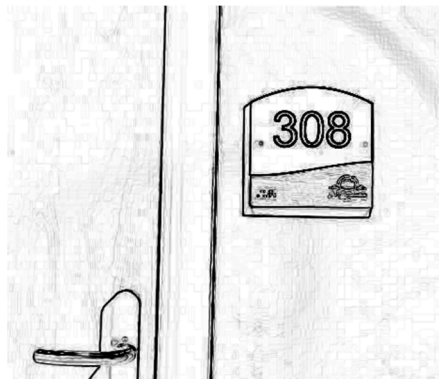
Désigne le numéro à chiffres multiples désigné par la municipalité afin d'identifier les propriétés individuelles.



Exemple de numéro civique

### 3. NUMÉRO D'IDENTIFICATION

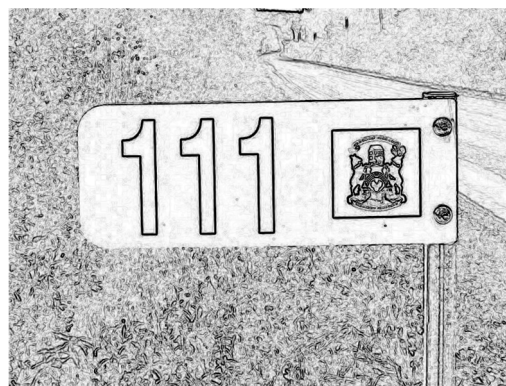
Numéro attribué à une suite ou un logement.



Exemple de numéro d'identification

### 4. PLAQUE DE NUMÉRO CIVIQUE

Désigne la plaque métallique conforme au présent règlement sur laquelle est affiché le numéro même.



Exemple de plaque de numéro civique

## 5. PROPRIÉTAIRE

Désigne toute personne ayant une propriété ou l'usufruit de biens imposables, ou le possédant ou l'occupant, à titre de propriétaire ou d'usufruitier, ou d'occupant de terres du domaine de l'État, en vertu d'un permis ou d'un billet; il s'applique à tout copropriétaire et à toute société, association, compagnie de chemin de fer ou personne morale quelconque.

## 6. SUITE

Le terme « suite » s'applique à un local occupé soit par un locataire, soit par un propriétaire. Pour que les pièces d'une suite soient considérées comme complémentaires, elles doivent être relativement rapprochées les unes des autres et directement accessibles par une porte commune.

Le terme « suite » ne s'applique pas aux locaux techniques, aux buanderies communes et aux salles de loisirs communes qui ne sont pas réservés à l'usage d'un seul locataire ou propriétaire. De même, le terme « suite » ne s'applique pas aux locaux de bâtiments comme des écoles et des hôpitaux puisque ces locaux sont sous la responsabilité d'un même locataire ou propriétaire.

### **Article 1.2.4 : Temps du verbe**

Quel que soit le temps du verbe employé dans les dispositions du règlement, cette disposition est tenue pour être en vigueur à toutes les époques et dans toutes les circonstances où elle peut s'appliquer.

### **Article 1.2.5 : Obligation**

Chaque fois qu'il est, aux termes du règlement, prescrit qu'une chose sera faite ou doit être faite, l'obligation de l'accomplir est absolue. Chaque fois qu'il est, aux termes du règlement, prescrit qu'une chose peut être faite ou pourra être faite, l'accomplissement de l'acte a un sens facultatif.

### **Article 1.2.6 : Genre et nombre d'un mot**

Dans le règlement, le genre masculin comprend le féminin, de même le singulier comprend le pluriel et vice-versa.

### **Article 1.2.7 : Personne, quiconque**

Les mots « personne » et « quiconque » incluent une personne physique, morale ou une association et s'étendent aux héritiers, successeurs légataires et autres représentants légaux.



MUNICIPALITÉ DE CHELSEA  
**Règlement sur la numérotation civique des  
immeubles**  
**No 1244-23**

CHAPITRE 2. ADMINISTRATION ET  
APPLICATION DU RÈGLEMENT

## **SECTION 2.1 : LES FONCTIONNAIRES RESPONSABLES**

---

### **Article 2.1.1 : Fonctionnaires responsables**

L'administration et l'application du règlement sont confiées aux :

1. Directeur du Service de l'urbanisme et du développement durable et ses représentants;
2. Directeur du Service des travaux publics et des infrastructures et ses représentants;
3. Directeur du Service de sécurité incendie et ses représentants.

---

## **SECTION 2.2 : FONCTIONS ET POUVOIRS DU FONCTIONNAIRE RESPONSABLE**

---

### **Article 2.2.1 : Administration du règlement**

Le fonctionnaire responsable exerce les pouvoirs qui lui sont conférés par le règlement, et notamment :

1. il attribue, modifie ou retire un numéro civique pour un immeuble, un local ou un logement;
2. il s'assure que les numéros civiques installés respectent le présent règlement;
3. il assure l'installation des plaques de numéros civiques lorsque celles-ci sont requises par le présent règlement;
4. il approuve les alternatives d'installation des plaques de numéros civique, lorsque celles-ci ne peuvent être installées conformément à l'article 4.3.3.

### **Article 2.2.2 : Pouvoirs et devoirs du fonctionnaire responsable**

Le fonctionnaire responsable exerce les pouvoirs et devoirs suivants :

1. il peut pénétrer, entre 7h et 19h, sur les lieux afin d'examiner, toute propriété immobilière ainsi que l'extérieur de toute maison, bâtiment ou construction quelconque, pour constater si le présent règlement y est exécuté, et tout propriétaire, locataire ou occupant de ces propriétés, maisons, bâtiments et constructions, doit le laisser y pénétrer;
2. il peut pénétrer, entre 7h et 19h, sur les lieux afin de procéder à l'installation des plaques de numéros civiques;
3. sur demande, le fonctionnaire responsable, doit s'identifier attestant sa qualité d'employé municipal.



MUNICIPALITÉ DE CHELSEA  
**Règlement sur la numérotation civique des  
immeubles**  
**No 1244-23**

CHAPITRE 3. NUMÉROTATION DES  
IMMEUBLES

---

## SECTION 3.1 : RÈGLE D'ATTRIBUTION DES NUMÉROS CIVIQUES

---

### Article 3.1.1 : Numérotation distincte

Un numéro civique distinct doit être attribué à chaque bâtiment abritant un usage principal. Pour les bâtiments résidentiels ou abritant un usage résidentiel un numéro civique distinct doit être attribué à chaque partie de bâtiment s'apparentant à un bâtiment en structure jumelée ou en rangée.



Multifamilial horizontal : un numéro civique par partie de bâtiment s'apparentant à un bâtiment à structure en rangée

### Article 3.1.2 : Composition

Tout nouveau numéro civique est composé de chiffres uniquement.

Malgré l'alinéa précédent, dans le cas d'une redivision de terrain, un numéro civique peut être composé de chiffres et de lettres si les numéros civiques existants adjacents ne permettent pas l'attribution d'un numéro civique composé uniquement de chiffres.

### Article 3.1.3 : Exception

Dans le cas d'une habitation unifamiliale où un logement additionnel, le numéro attribué pour l'usage principal est suivi d'une lettre « A ».

Nonobstant ce qui précède, une adresse peut être attribuée de façon exceptionnelle à un bâtiment accessoire, situé sur le même terrain où l'usage principal est situé, dans lequel un usage complémentaire à une habitation unifamiliale est légalement exercé et dont le propriétaire de l'immeuble a obtenu un permis à cet effet. Dans ce cas, le numéro attribué pour l'usage principal est suivi d'une lettre « A ». Cette disposition ne s'applique pas aux résidences de tourisme.

### Article 3.1.4 : Règles d'attribution

Le numéro civique est attribué en tenant compte des principes et règles suivants :

---



1. La numérotation civique existante sur le territoire.
2. De façon générale, sur les voies de circulation dont l'orientation est d'est en ouest ou d'ouest en est, les numéros civiques pairs doivent être du côté Sud et les numéros impairs du côté nord.
3. De façon générale, sur les voies de circulation dont l'orientation est du Nord au Sud ou du Sud au Nord, les numéros civiques impairs doivent être du côté Ouest et les numéros pairs du côté Est.

### **Article 3.1.5 : Validité**

Seul un numéro attribué par le fonctionnaire responsable constitue le numéro civique par lequel l'immeuble peut être désigné.

### **Article 3.1.6 : Usage non conforme**

Le fonctionnaire responsable peut refuser d'attribuer un numéro civique pour un bâtiment où l'usage qui y est exercé n'est pas conforme à la réglementation en vigueur.

### **Article 3.1.7 : Retrait d'un numéro civique**

Le fonctionnaire responsable peut retirer un numéro civique s'il est porté à sa connaissance que l'usage qui est exercé dans le bâtiment est non conforme à la réglementation en vigueur.

### **Article 3.1.8 : Modification de la numérotation civique**

Le fonctionnaire responsable peut procéder à une renumérotation des bâtiments pour tenir compte du retrait ou de l'ajout d'un numéro civique, de la construction ou de la démolition d'un bâtiment, pour des raisons de sécurité publique ou pour toute autre raison.

Aucun frais ne peut être exigé de la municipalité à la suite d'une renumérotation.

---

**SECTION 3.2 : NUMÉROS D'IDENTIFICATION**

---

**Article 3.2.1 : Identification des suites**

Chaque suite d'un bâtiment autre que résidentiel et chaque logement doit être doté d'un numéro d'identification.

**Article 3.2.2 : Accès des suites par l'intérieur du bâtiment**

Un bâtiment multi-logement ou à occupation multiple dont l'accès principal des suites s'effectue par l'intérieur du bâtiment devra se prévaloir de la numérotation décrite dans le tableau suivant :

1 <sup>er</sup> niveau	Plancher le plus bas du bâtiment pouvant accueillir une suite ou un logement	101, 102, 103, en continuant ainsi selon le nombre de suite sur ce niveau
2 <sup>e</sup> niveau	L'étage au-dessus du niveau « 1 »	201, 202, 203, en continuant ainsi selon le nombre de suite sur ce niveau
3 <sup>e</sup> niveau	L'étage au-dessus du niveau « 2 »	301, 302, 303, en continuant ainsi selon le nombre de suite sur ce niveau
En continuant ainsi	En continuant ainsi	En continuant ainsi

La distribution de ces numéros devra respecter une suite logique pour faciliter son identification par le public en général ainsi que les services de sécurité.

**Article 3.2.3 : Accès des suites par l'intérieur du bâtiment**

Lorsque les suites d'un bâtiment multi-logement ou à occupation multiple sont accessibles par l'extérieur, un numéro civique peut y être attribué conformément à l'article 3.1.4.

Un numéro d'identification peut également leur être attribué conformément au tableau de l'article 3.2.2.



MUNICIPALITÉ DE CHELSEA  
**Règlement sur la numérotation civique des  
immeubles**  
**No 1244-23**

CHAPITRE 4.AFFICHAGE

---

## **SECTION 4.1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

---

### **Article 4.1.1 : Obligation d'affichage**

À moins d'indication contraire dans le présent règlement, tout bâtiment, à l'exception des bâtiments accessoires, et tout immeuble doit être identifié par un numéro civique attribué par le fonctionnaire responsable.

Toute suite dans un bâtiment non résidentiel et tout logement doit être identifié par un numéro d'identification.

### **Article 4.1.2 : Permanence de l'affichage**

Les numéros civiques et numéros d'identification exigés dans ce chapitre doivent être affichés en tout temps.

### **Article 4.1.3 : Obligation d'installer une plaque de numéro civique**

Une plaque de numéro civique doit être installée pour toute construction en milieu rural. Elle doit aussi être installée lorsque le numéro civique sur le bâtiment ne peut être visible du chemin, compte-tenu de la végétation, de la distance entre le chemin et le bâtiment, de la topographie, etc.

---

## **SECTION 4.2 : NUMÉRO CIVIQUE SUR UN BÂTIMENT**

---

### **Article 4.2.1 : Conception**

Le numéro civique doit être esthétique, fait de matériau résistant aux intempéries et faisant contraste avec son support afin d'être visible de jour comme de nuit.

La forme des chiffres composant le numéro civique est laissée à la discrétion du propriétaire.

### **Article 4.2.2 : Dimension et disposition**

La hauteur des chiffres ne doit pas être inférieure à 10 cm.

Ils devront être disposés horizontalement, verticalement ou suivant un angle qui ne devra pas excéder 45 degrés.

### **Article 4.2.3 : Installation**

Le numéro civique doit être installé à une hauteur minimale d'un mètre et cinquante-deux centimètres (1,52 m) au-dessus du sol près de la porte d'entrée principale du bâtiment.

### **Article 4.2.4 : Visibilité**

Le numéro civique doit être visible en tout temps des deux directions véhiculaires de la voie publique, ou du chemin privé portant un toponyme reconnu par la Commission de toponymie du Québec, à partir de laquelle ou duquel il est possible d'accéder à la maison ou au bâtiment par l'entrée charretière.

Aucun aménagement ou objet situé sur la propriété ne doit nuire à la visibilité du numéro civique à partir de la voie de circulation.

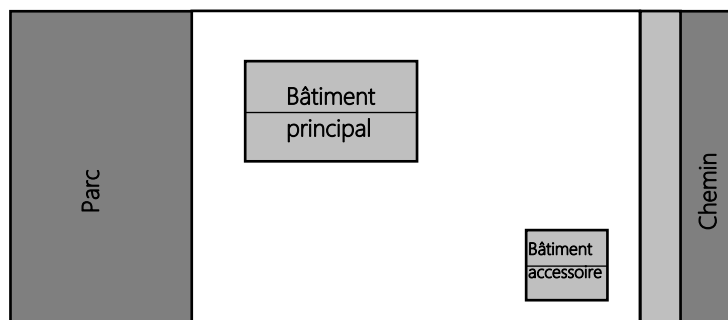
Le propriétaire ou l'occupant d'un immeuble sur lequel un numéro civique est installé doit tenir compte de l'épaisseur de la neige naturelle ou accumulée qui pourrait obstruer la visibilité du numéro à partir du chemin.

### **Article 4.2.5 : Terrains d'angle**

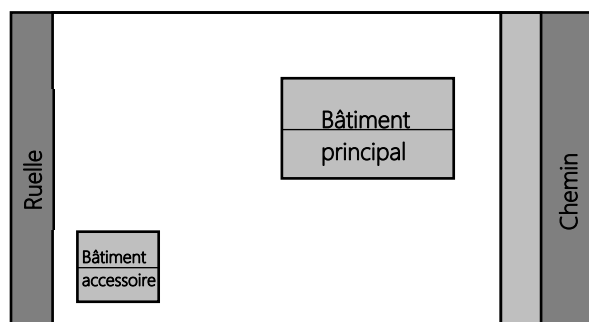
Dans le cas d'un immeuble situé sur un lot d'angle, le numéro civique doit être installé sur la façade donnant sur la voie de circulation à laquelle est reliée l'adresse civique attribuée par le fonctionnaire responsable.

### Article 4.2.6 : Lots desservis dont le bâtiment accessoire est situé face à un chemin public ou une ruelle

Sur un lot desservi, lorsque le bâtiment accessoire est situé devant le bâtiment principal et face à un chemin public ou une ruelle, le numéro civique doit être affiché sur les bâtiments principal et accessoire.



Sur un lot desservi, lorsque le bâtiment accessoire est situé en bordure d'une ruelle et sur un lot localisé entre une ruelle et un chemin public, le numéro civique doit être affiché sur les bâtiments principal et accessoire.



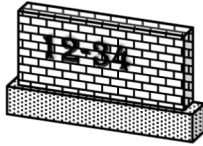
### Article 4.2.7 : Maison ou bâtiment auquel on ne peut accéder que par un lac

Dans le cas où le seul accès à une maison ou un bâtiment est un lac, les numéros civiques doivent en tout temps être visibles à partir de ce lac.

Nonobstant ce qui précède, une deuxième enseigne directionnelle affichant le numéro civique du bâtiment devra être installée en bordure d'un droit de passage, d'une voie de circulation ou d'un quai par lequel l'on accède au lac pour atteindre lesdits bâtiments.

### Article 4.2.8 : Projets intégrés

Dans le cas de projets intégrés et afin de faciliter l'identification des adresses, il est obligatoire d'indiquer à la fois sur le bâtiment et en bordure des voies de circulation le début et la fin des séquences des numéros civiques de tous les bâtiments auxquels une numérotation a été attribuée.



Nonobstant l'alinéa précédent, les autres dispositions du règlement s'appliquent.

#### **Article 4.2.9 : Enseigne collective**

Dans le cas de projets intégrés et afin de faciliter l'identification des adresses, il est possible d'indiquer à sur une enseigne collective, telle qu'autorisée au règlement de zonage en vigueur, le numéro civique du bâtiment ou des suites, lorsqu'un numéro civique est attribué à chacune d'entre elles.

Nonobstant l'alinéa précédent, les autres dispositions du règlement s'appliquent.

#### **Article 4.2.10 : Éclairage**

Pour des fins de rapidité de visualisation du numéro, celui-ci peut être éclairé par une source de lumière dirigé vers le numéro et conforme à la brochure de bonnes pratiques en matière de contrôle de la pollution lumineuse.

---

## **SECTION 4.3 : PLAQUE DE NUMÉRO CIVIQUE**

---

### **Article 4.3.1 : Conception**

La plaque de numéro civique sera de matériel rigide et composée de chiffres blancs installés sur un fond vert selon le guide Pantone (3288c et/ou 341c). La plaque et les numéros doivent être recouverts d'une pellicule rétro réfléchissante de type I (grade Ingénieur).

### **Article 4.3.2 : Dimensions et disposition**

La plaque de numéro civique aura une dimension de 305 mm X 127 mm (12 po X 5 po) permettant l'installation de quatre numéros.

### **Article 4.3.3 : Installation**

La plaque de numéro civique devra être arrimée sur un poteau carré en acier galvanisé et installé à l'intérieur d'une bande de deux (2) mètres définie par la limite de terrain et du chemin et la limite physique de la partie carrossable du chemin.

De plus, ledit poteau d'une hauteur de 1,5 mètre devra être placé à une distance n'excédant pas un (1) mètre d'un côté ou de l'autre de l'entrée charretière principale de l'immeuble.

Dans l'éventualité où il sera impossible de respecter les consignes d'installation des alinéas précédents, l'installation devra faire l'objet d'une approbation par le fonctionnaire responsable.

### **Article 4.3.4 : Visibilité**

Le numéro civique doit être visible en tout temps des deux directions véhiculaires de la voie publique, ou du chemin privé portant un toponyme reconnu par la Commission de toponymie du Québec, à partir de laquelle ou duquel il est possible d'accéder à la maison ou au bâtiment par l'entrée charretière.

Aucun aménagement ou objet situé sur la propriété ne doit nuire à la visibilité du numéro civique à partir de la voie de circulation.

Le propriétaire ou l'occupant d'un immeuble sur lequel un numéro civique est installé doit tenir compte de l'épaisseur de la neige naturelle ou accumulée qui pourrait obstruer la visibilité du numéro à partir du chemin.

### **Article 4.3.5 : Éclairage**

Pour des fins de rapidité de visualisation du numéro, celui-ci peut être éclairé par une source de lumière dirigé vers le numéro et conforme à la brochure sur les bonnes pratiques en matière de contrôle de la pollution lumineuse.

---



---

## **SECTION 4.4 : NUMÉRO D'IDENTIFICATION**

---

### **Article 4.4.1 : Conception**

Le numéro d'identification doit être esthétique, fait de matériau résistant et faisant contraste avec son support afin d'être bien visible.

La forme des chiffres composant le numéro d'identification est laissée à la discrétion du propriétaire.

### **Article 4.4.2 : Dimension et disposition**

La hauteur des chiffres ne doit pas être inférieure à 9 cm.

Ils devront être disposés horizontalement, verticalement ou suivant un angle qui ne devra pas excéder 45 degrés.

### **Article 4.4.3 : Installation**

Le numéro d'identification doit être installé à une hauteur minimale d'un mètre et cinquante-deux centimètres (1,52 m) au-dessus du sol près de la porte d'entrée de la suite ou du logement ou apposé sur celle-ci.

### **Article 4.4.4 : Visibilité**

Le numéro d'identification doit être visible en tout temps. Aucun aménagement ou objet ne doit nuire à la visibilité du numéro d'identification.

### **Article 4.4.5 : Inscription au plan d'évacuation**

Pour un bâtiment multi-logement ou à occupation multiple dont l'accès principal des suites s'effectue par l'intérieur du bâtiment, les numéros d'identification des suites et des logements doivent être identifiés aux plans d'évacuation des étages.

### **Article 4.4.6 : Éclairage**

Pour des fins de rapidité de visualisation du numéro, celui-ci peut être éclairé par une source de lumière dirigé vers le numéro.



MUNICIPALITÉ DE CHELSEA  
**Règlement sur la numérotation civique des  
immeubles**  
**No 1244-23**

CHAPITRE 5. RESPONSABILITÉS ET  
OBLIGATIONS

---

## **SECTION 5.1 : RESPONSABILITÉS ET OBLIGATIONS DU PROPRIÉTAIRE**

---

### **Article 5.1.1 : Attribution et/ou modification**

Lorsqu'un propriétaire souhaite obtenir un nouveau numéro civique, ce dernier devra adresser sa demande par écrit à le fonctionnaire responsable. Il en est de même pour une modification d'une numérotation existante.

### **Article 5.1.2 : Démolition d'un bâtiment**

Lorsqu'un bâtiment portant un numéro civique est démoli ou que son entrée donnant à l'extérieur est murée, le propriétaire doit, dans les 30 jours de cet événement, en aviser le fonctionnaire responsable par écrit.

### **Article 5.1.3 : Entretien**

Le propriétaire doit maintenir en bon état les chiffres indiquant les numéros civique et d'identification de son bâtiment. De plus, il doit s'assurer que ces numéros soient visibles en tout temps.

### **Article 5.1.4 : Modification ou suppression d'un numéro civique**

Le propriétaire doit modifier, à ses frais, le numéro civique apposé sur son bâtiment et la plaque de numéro civique, le cas échéant, lorsque le fonctionnaire responsable modifie le numéro qui lui est attribué.

De plus, il doit effectuer les changements d'adresse auprès des différentes agences gouvernementales, ministères, organismes publics, institutions financières, etc. Les frais découlant de cette modification ou suppression du numéro civique sont à la charge du propriétaire.

### **Article 5.1.5 : Plaque de numéro civique**

Les matériaux, la pose de ces derniers ou leur remplacement ainsi que leur entretien sont entièrement aux frais du propriétaire de l'immeuble.

Le propriétaire doit remplacer à ses frais toutes pièces les composant ayant été perdues, dégradées, détruites ou volées.

---

## SECTION 5.2 : RESPONSABILITÉS ET OBLIGATIONS MUNICIPALES

---

### Article 5.2.1 : Attribution et/ou modification

Lorsqu'un permis est demandé pour la construction d'un bâtiment ou la subdivision d'un terrain, le fonctionnaire responsable attribue un numéro civique pour ledit bâtiment ou lot.

Lorsqu'un permis est demandé pour la modification d'un bâtiment et que les travaux modifient le nombre de logements ou de suites, la numérotation d'identification doit être modifiée en conséquence.

Les frais découlant de ces ajustements occasionnés au propriétaire, au locataire ou à l'occupant ne peuvent être réclamés à la municipalité. Il incombe au propriétaire, au locataire ou à l'occupant de faire le suivi auprès des fonctionnaires responsables desdits changements et d'en assumer les frais, lorsque applicables.

### Article 5.2.2 : Avis

Lorsqu'une numérotation civique est créée, modifiée ou retirée, le fonctionnaire responsable en avise par écrit le propriétaire et le service de l'évaluation de la Municipalité Régionale de Comté des Collines-de-l'Outaouais.

Il est de la responsabilité du propriétaire d'informer, à ses frais, les différentes instances gouvernementales, ministères, organismes publics, agences, institutions financières, compagnies d'utilité publique, etc.

### Article 5.2.3 : Plaque de numéro civique

La Municipalité sera responsable, après avoir procédé par appel d'offres publique, de retenir les services d'une firme spécialisée pour la fourniture des matériaux, le tout en conformité avec les différents articles pertinents du *Code municipal du Québec* et du présent règlement.

Les frais applicables à une plaque de numéro civique seront fixés en tenant compte de cet appel d'offre, auxquels s'ajouteront des frais d'installation.

La Municipalité procède à l'installation des plaques de numéros civiques. Elle effectue aussi le remplacement de toutes pièces composant les plaques de numéros civiques ayant été perdues, dégradées, détruites ou volées. Le tout aux frais du propriétaire.



MUNICIPALITÉ DE CHELSEA  
**Règlement sur la numérotation civique des  
immeubles**  
**No 1244-23**

CHAPITRE 6.DISPOSITIONS PÉNALES

---

## **SECTION 6.1 : INFRACTIONS**

---

### **Article 6.1.1 : Infractions**

Commet une infraction quiconque :

1. refuse de laisser le fonctionnaire responsable visiter ou examiner, entre 7h et 19h, une propriété immobilière ou mobilière dont elle est propriétaire, locataire ou occupant pour constater si les dispositions du règlement sont respectées;
2. ne se conforme pas à un avis du fonctionnaire responsable prescrivant de corriger une situation qui constitue une infraction au règlement;
3. ne se conforme pas à une disposition du règlement.

---

**SECTION 6.2 : SANCTIONS**

---

**Article 6.2.1 : Contrevenant au règlement**

Quiconque contrevient ou permet que l'on contrevienne à une disposition de ce règlement est passible d'une amende dont le montant est, dans le cas d'une personne physique, de 1 000 \$ et, dans le cas d'une personne morale, de 2 000 \$.

En cas de récidive, le contrevenant est passible d'une amende dont le montant est, dans le cas d'une personne physique, de 2 000 \$ et, dans le cas d'une personne morale, de 4 000 \$.

**Article 6.2.2 : Infraction distincte**

Si une infraction dure plus d'un jour, on compte autant d'infractions distinctes qu'il y a de jours ou de fractions de jour qu'elle a duré.

**Article 6.2.3 : Frais**

Dans chaque cas d'infraction visée au présent chapitre, les frais s'ajoutent à l'amende.

**Article 6.2.4 : Omission de se soumettre à un avis**

Dans le cas où le propriétaire n'effectue pas les actions requises afin de se conformer à ce règlement suite à la réception d'un avis du fonctionnaire responsable, la Cour supérieure peut ordonner que le propriétaire prenne les dispositions nécessaires pour faire cesser ladite infraction et qu'à défaut d'exécution dans le délai prescrit, que de telles dispositions soient prises par la municipalité aux frais de ce contrevenant.

Le coût de ces travaux constitue une créance prioritaire sur l'immeuble sur lequel ceux-ci ont été effectués, au même titre et selon le même rang que les créances visées au paragraphe 5<sup>o</sup> de l'article 2651 du Code civil. Ce coût est garanti par une hypothèque légale sur cet immeuble.

---

## SECTION 6.3 : DISPOSITIONS PÉNALES

---

### Article 6.3.1 : Poursuite pénale

Le Conseil municipal autorise le fonctionnaire responsable à entreprendre des poursuites pénales contre tout contrevenant à toute disposition du règlement et autorise le fonctionnaire responsable à émettre les constats d'infraction utiles à cette fin.

### Article 6.3.2 : Avis au contrevenant

Lorsqu'une infraction est constatée, le fonctionnaire responsable donne un avis au propriétaire par écrit, en main propre, par courrier recommandé ou par huissier, à sa dernière adresse connue, en indiquant la nature de la contravention et de la non-conformité. Si le contrevenant ne donne pas suite à l'avis dans les sept (7) jours de calendrier suivant la réception de l'avis, le fonctionnaire responsable est autorisé à émettre un constat d'infraction. Le contrevenant est passible des amendes prévues à l'article 6.2.1.

### Article 6.3.3 : Recours de la municipalité

Outre les poursuites pénales, la Municipalité peut exercer tous autres recours nécessaires pour faire observer les dispositions du règlement, et ce, devant les tribunaux appropriés.





MUNICIPALITÉ DE CHELSEA  
**Règlement sur la numérotation civique des  
immeubles**  
**No 1244-23**

CHAPITRE 7.DISPOSITIONS FINALES

---

## SECTION 7.1 : ENTRÉE EN VIGUEUR

---

### Article 7.1.1 : Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la *Loi*.



---

M Pierre Guénard, Maire



---

Me Sheena Ngalle Miano, Directrice générale par  
intérim